

Patrick Buisson : « Sarkozy a voulu ma mort sociale »

L'un des plus proches conseillers de l'ancien président de la République, dans son livre *La Cause du peuple*, se défend, revisite l'histoire de la droite et attaque son ancien poulain

Banni depuis l'affaire des enregistrements clandestins, Patrick Buisson sort du silence. Et livre, aujourd'hui, sa vérité pour sa première interview à la presse quotidienne régionale. À travers le portrait cruel de l'ancien chef de l'État, décrit comme cynique, vulgaire et ne sachant pas incarner la fonction présidentielle, c'est le récit d'une désillusion d'un homme trompé et qui aura péché par orgueil que nous expose ce politologue attaché à l'identité, dans un livre très politique (1) qu'il a voulu comme un « témoignage pour l'histoire ».

Votre calendrier est calculé, même si vous dites ne pas écrire pour vous venger. Alors pourquoi publier ce livre ?

On écrit pour être lu. C'était le moment ou jamais d'apporter ma contribution au débat puisque la droite est censée, avec la primaire, confronter des projets politiques. Je dis « censée » parce qu'on voit bien qu'il s'agit avant tout de la scénarisation d'un affrontement entre des candidats qui, malgré les apparences, pensent à peu près les mêmes choses...

Le calendrier n'est donc pas lié au hasard ?

J'ai cherché à donner le maximum de résonance à ce qui est la vérité de ma pensée et de ma personne. Le plus d'éclat aussi. A la mesure de la violente campagne que j'ai subie et qui visait à ajouter la disqualification morale à la délégitimation politique. Nicolas Sarkozy a voulu ma mort sociale et professionnelle et j'aurais dû ne jamais prendre la parole pour m'expliquer et me défendre ?

Lorsque vos enregistrements sont reproduits publiquement, Nicolas Sarkozy se dit trahi. Un déclin dans votre écriture ?

Soyons précis : on m'a volé un fichier dont le contenu a été diffusé contre mon gré et à mon plus grand préjudice, et c'est moi que le juge des référés a condamné pour « atteinte à la vie privée ». Ce qui est d'autant plus savoureux qu'il s'agissait d'une réunion de cabinet traitant des affaires publiques à laquelle Carla Bruni n'avait aucun titre à participer. J'observe que le couple Sarkozy ne m'a jamais assigné au fond dans cette affaire comme il aurait dû logiquement le faire. Allez savoir pourquoi...

Pourquoi Nicolas Sarkozy vous lâche-t-il à ce moment-là ?

Parce qu'il est convaincu qu'il devra affronter Marine Le Pen au second



(Photo Bruno Klein)

tour de la présidentielle de 2017 et qu'en conséquence, hors d'un classique affrontement droite-gauche, la « ligne Buisson » ne lui sera plus d'aucune utilité. Il ignore encore qu'il devra repasser d'ici à 2017 par la case de l'élection à la présidence de l'UMP puis par celle de la primaire.

L'affaire de l'enregistrement volé lui donne le prétexte pour mettre fin à une situation qui lui pesait. A aucun

« Sarkozy n'a pour conviction que son intérêt du moment »

moment il n'a cherché à entendre les explications que je lui aurais volontiers apportées. S'il y a une trahison dans cette affaire, c'est celle de Sarkozy à l'égard de l'électorat qui l'avait élu en 2007.

Vous faites un portrait cruel de Nicolas Sarkozy.

Pourquoi l'avoir suivi alors ?

Je lui reconnais aussi une formidable énergie et une capacité à bousculer le politiquement correct mais, hélas, seulement par le verbe. Jamais en actes ou si peu. Je n'ai jamais été dupe du personnage ni de sa versatilité : Sarkozy n'a pour conviction que son intérêt du moment et, son intérêt changeant, il ne cesse de changer d'idées. J'ai voulu croire que l'exercice du pouvoir allait lui apporter une grâce d'État. Je me suis trompé. Mon livre raconte l'histoire de cette terrible désillusion.

Péché d'orgueil ?

Oui sans doute. Je me suis trompé. Le sarkozysme est resté un moteur à deux temps : discours dur et pratique molle.

Êtes-vous un homme d'argent ? On vous accuse de vous être enrichi pendant votre période à l'Élysée.

Si j'avais été un homme d'argent, j'aurais accepté, comme d'autres l'ont fait, la vingtaine de contrats que me proposèrent les ministres soucieux de bénéficier de l'influence que l'on me prêtait pour conserver leur place. Or, j'ai refusé toutes ces propositions pressantes et empressées pour me consacrer exclusivement à ma mission auprès du président de la République.

Vous avez été mis en examen dans l'affaire des sondages de l'Élysée...

Sur plainte d'une association parrainée par Christiane Taubira qui était également garde des Sceaux à l'époque. Si bien que dans cette affaire, elle aura été à la fois juge et partie. Ce qui constitue un véritable scandale d'État que la gauche fait tout pour étouffer. Sous Mitterrand et Chirac, c'est le système des fonds secrets et des valises de billets qui

servait à payer les sondages. J'ai été le premier dans l'histoire de la République à exiger et à obtenir un contrat pour encadrer ces prestations. Autrement dit à être payé sur factures. Et c'est à moi que la justice vient demander des comptes !

Quand on lit votre livre, on se dit que les médias vous ont prêté une influence largement surestimée. Bien souvent Sarkozy ne vous écoute pas...

J'ai échoué à lui faire admettre que le politique doit primer sur l'économique. Les Français sont attachés à des biens immatériels que l'économie ne sait ni créer ni produire : l'estime de soi, la confiance collective, la fierté nationale, une mémoire profonde, une histoire et un patrimoine commun. Autant d'indicateurs du « bonheur national brut » que la plupart des politiques relèguent au second rang.

Et c'est la droite qui devrait être garante de ces valeurs ?

A la fois la garante et la gardienne. Il y a aujourd'hui deux urgences que la droite, si elle était fidèle à sa vocation, devrait prendre en

compte. Réinstaurer en premier lieu le peuple français comme sujet politique et acteur souverain de son propre destin. Une question aussi centrale que celle de l'immigration a échappé jusqu'ici au débat et à la décision démocratique.

Aujourd'hui, seul un référendum peut la trancher. Les candidats qui parlent de maîtriser l'immigration sans s'engager à consulter le corps électoral s'apprêtent à le tromper. En quarante ans, les Suisses ont été consultés 215 fois par référendum, les Français six fois seulement. La France est un pays où la démocratie est devenue, selon le mot de Paul Valéry, « l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde ».

Et l'autre urgence ?

Refonder la politique de redistribution des aides sociales. Le critère de la redistribution de l'argent public ne doit plus être l'origine mais la condition. Une véritable politique sociale doit obéir à une logique de compensation et de solidarité en faveur des démunis et non à une logique de réparation qui consiste à faire payer le plus grand nombre pour les crimes supposés du colonialisme au moyen d'un transfert massif de ressources au profit des minorités ethniques. Les Français les plus défavorisés ont, pour la plupart, le sentiment justifié qu'il y a une rupture d'égalité au bénéfice des populations immigrées. C'est là le principal ressort du vote FN.

On vous sent presque gaulliste. Un comble pour quelqu'un qui a commencé à s'engager sur l'affaire algérienne...

Les fondements du gaullisme n'appartiennent pas au Général mais relèvent de la tradition capétienne: Chacun à sa manière, Sarkozy et Hollande auront abaissé la fonction présidentielle. Et l'impopularité qui les frappe ne fait qu'exprimer avec force la profonde nostalgie des Français pour les hommes d'État qui faisaient passer l'amour de la patrie et le service du bien commun avant leur propre personne.

Christian Estrosi a répondu à votre livre, expliquant que vos propos ne le touchaient pas...

Ce ne sont pas mes propos mais ceux que Nicolas Sarkozy a tenus sur son compte [« cet abruti qui a une noisette dans la tête », aurait dit Sarkozy, ndlr]. Je n'ai rien contre Christian Estrosi. J'ajoute que j'ai un grand respect pour les Médecin, père et fils, qui furent de très grands maires de Nice.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÉMY COLLADO

1. *La Cause du peuple*, aux Editions Perrin, 21,90 €

« La droite doit couvrir l'intégralité de son spectre électoral »

Cette question ne se pose pas. La gauche a abandonné le social au Front national (FN), la droite lui a concédé la nation. La campagne de 2007 a montré la voie. La droite doit couvrir l'intégralité de son spectre électoral en se réappropriant les thématiques, conservatrices, souverainistes et identitaires. Seule la stratégie que j'ai conçue à l'époque est parvenue à faire reculer le FN.